

## **Formation Spécialisée Santé Sécurité Conditions de Travail**

### **CSA de réseau DGCCRF**

### **Réunion du 28 novembre 2023**

### **Déclaration préalable**

Madame la Présidente,

Vous présidez aujourd'hui la première réunion de cette nouvelle instance qu'est la Formation Spécialisée issue du CSA de réseau de la DGCCRF, instance qui remplace les CHSCT mais avec moins de droits pour les élu·es, moins de domaines de compétence et donc moins de contraintes pour l'employeur, rappelons-le.

Les élu·es **solidaires CCRF & SCL** continueront à porter dans cette instance comme partout et chaque fois que nous en avons l'occasion :

- le droit à travailler en sécurité que ce soit sur le plan physique ou mental et dans des conditions normales et adaptées.
- Le respect de l'application des textes législatifs et réglementaires existant en matière d'Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail par l'administration et que l'État employeur assume toutes ses responsabilités.
- La possibilité pour les agent·es de s'exprimer sur leurs conditions de travail.

Nous exigerons des engagements des représentant·es de l'administration sur les thèmes de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail qui ne se résument pas à des déclarations de bonnes intentions.

Le dernier baromètre DGCCRF présenté aux représentant·es du personnel le 27 juillet dernier, comportait des éléments inquiétants concernant la santé de nos collègues, éléments loin d'être des révélations puisque nous ne cessons d'alerter depuis des années sur ces sujets.

Nos constats semblaient (enfin !) être partagés par l'administration tant sur la gravité de la situation que sur l'urgence à agir et à donner des réponses et des perspectives aux agent·es de la DGCCRF, certains sujets évoqués devaient d'ailleurs être mis à l'ordre du jour de GT avant la fin 2023.

Or, alors que nous abordons la réunion de la Formation Spécialisée Santé, Sécurité et Conditions de Travail de ce jour, **solidaires CCRF & SCL** constate que depuis le mois de juillet, aucune communication sur des futures mesures destinées à changer les choses n'a été faite à l'ensemble de la DGCCRF. Le bilan et l'actualisation de la feuille de route stratégique présentés au GT de cet après-midi comportent de nombreux chantiers menés à jour, en cours de déploiement ou peu initiés dont nous n'avons jamais eu la présentation et encore moins l'occasion de discuter.

Également, les discussions engagées sur le PNE 2024 sont plus qu'inquiétantes : les objectifs fixés sont encore une fois trop élevés et ne prennent pas en compte les difficultés qui vont certainement apparaître dans cette année de transition suite à la réforme SSA : réorganisation des services, baisse anticipée par les directions du nombre d'agent-es sur le domaine alimentaire, nécessité pour les collègues de se former et de s'approprier de nouveaux secteurs de contrôle...

A la sortie des réunions de présentation du PNE 2024, nombre de nos collègues expriment déjà le sentiment d'être placés en situation d'échec.

Malgré les multiples demandes de **Solidaires CCRF & SCL**, nous n'avons pas de retour à ce jour sur l'évaluation de l'impact des Jeux Olympiques et paralympiques si ce n'est que des discussions sont en cours, une fois au niveau ministériel, une autre fois c'est au niveau de la DGAFP ou encore du préfet de la région Île-de-France. La réalisation de contrôle pendant la période des compétitions ne sera pas sans poser de questions concernant les conditions de travail.

La réforme SSA, est la dernière en date (pour l'instant) des réformes mises en place les unes après les autres voire en même temps que les autres, avec de très rares bilans mais qui concluent qu'elles ont été faites trop vite et sans préparation (Cf. audit SGCD). Nous avons également de grosses inquiétudes lorsqu'on voit que des collègues CCRF continuent à gérer les alertes ou les plans de prélèvement à cause de l'absence d'agent-es DGAL sur les postes ou parce ces dernier-es n'ont pas été suffisamment formé-es. Les agent-es CCRF sont souvent sollicité-es pour pallier à ce manque de formation, toujours de façon informelle et parfois sous la pression plus ou moins bienveillante de leurs directeurs ou directrices.

Quant aux nouveaux indicateurs qui ont été présentés lors du dernier séminaire des cadres : ils nous semblent bien éloignés de la volonté affichée de faire du qualitatif mais mettent encore un peu plus la pression sur les enquêteurs et enquêtrices.

Pour beaucoup de nos collègues la perspective de pouvoir s'investir dans des enquêtes fraude de longue haleine est, et sera encore et toujours, de l'ordre du théorique.

A propos du séminaire des cadres, quand avez-vous prévu de débattre avec les représentant-es du personnel sur les annonces faites (mutualisation des compétences dites rares, nouveaux indicateurs...) ?

Pour compléter, il y a quelques années nous avons fait un sondage auprès des agent-es de la CCRF dans lequel 50 % nous avaient répondu avoir envisagé de quitter cette administration. Les remontées que nous avons aujourd'hui semblent montrer que beaucoup de celles et ceux qui se contentaient d'y penser seulement, le font aujourd'hui.

**Solidaires CCRF & SCL demande encore une fois des mesures rapides et concrètes pour redonner à cette administration et à ses agent-es, une orientation claire, des perspectives sur lesquelles s'appuyer et qui ne changent pas en fonction de l'actualité des médias ou du gouvernement. Les changements doivent être structurels et importants, pour permettre à la DGCCRF et ses agent-es d'avoir une organisation qui fonctionne.**